

Unité départementale des Alpes maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 Toulon

Toulon, le 19/01/2024

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 10/01/2024  
**Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MV LOC'AVENIR**  
546 CHE DES VAUBELONS  
83610 Collobrières

Références : D-UD83-2024-0030  
Code AIOT : 0100028479

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/01/2024 dans l'établissement MV LOC'AVENIR implanté Parcelle 0038 Le grand clot pouiri 83830 Callas. L'inspection a été annoncée le 08/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de l'inspection était de vérifier les suites données par l'exploitant aux arrêtés préfectoraux de suspension d'activité et de mise en demeure du 13 octobre 2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MV LOC'AVENIR
- Parcelle 0038 Le grand clot pouiri 83830 Callas
- Code AIOT : 0100028479
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'un chantier d'extraction de matériaux rocheux et de remblayage avec la présence d'installations de criblage de matériaux sur site.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 1	Levée de suspension
2	situation administrative	AP de Mise en Demeure du 13/10/2023, article 1	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Comme suite aux arrêtés préfectoraux de suspension d'activité et de mise en demeure en date du 13 octobre 2023, la société MV LOC'AVENIR s'était engagée à stopper son activité d'extraction de matériaux et à régulariser la situation administrative de ses installations de criblage au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Lors de l'inspection, aucune activité d'extraction de matériaux n'est exercée et les installations de criblage présentes sont à l'arrêt.

Par ailleurs, la zone d'extraction constatée lors de l'inspection précédente du 10 août 2023 est remblayée.

Les installations de criblage ont été déclarées par l'exploitant et ont fait l'objet d'une preuve de dépôt du 8 novembre 2023 visant la rubrique 2515 2 b de la nomenclature.

L'exploitant a donné les suites nécessaires à la levée des non-conformités constatées lors de l'inspection précédente.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Suspension activité
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'article L.171-7 1 du code de l'environnement, l'exploitation par la société MV LOC'AVENIR, des installations de carrière et de traitement de matériaux, situées lieu dit "Grand Clot Pouiri", parcelle 0038, sur la commune de Callas, visée à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure de ce jour est suspendue à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Sur la parcelle 0038, aucune extraction de pierres ou de blocs rocheux n'est constatée Les installations de criblage de matériaux sont arrêtées
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de suspension

#### N° 2 : situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/10/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, régularisation
<b>Prescription contrôlée :</b> La société MV LOC'AVENIR dont le siège social est situé 546 Chemin des Vaubelons 83610 à COLLOBRIERES exploitant une installation de carrière et de traitement de matériaux sises lieu dit "Grand Clot Pouiri", parcelle 0038 sur la commune de CALLAS est mise en demeure de régulariser sa situation administrative. Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options (a) ou (b) il retient pour satisfaire à la mise en demeure:  (a) en déposant un dossier de demande d'autorisation en préfecture: L'exploitant fournit dans les trois mois les éléments justificatifs du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc,...). Ce dernier doit être déposé dans un délai de douze mois

(b) en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L 512-7-6 du code de l'environnement :

Celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R 512-39-1 du code de l'environnement .

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté .

**Constats :**

Pour l'activité d'extraction de matériaux, l'exploitant a informé M Le Préfet, par courrier du 9 novembre 2023 qu'il cessait ses activités d'extraction de matériaux et procédait à la remise en état du site

Pour les installations de criblage, l'exploitant a régularisé la situation au regard de la réglementation des ICPE (rubrique 2515) en déposant une déclaration le 08 novembre 2023

La remise en état de la zone d'extraction sur la parcelle 0038 est en cours de finalisation , les excavations ont été comblées avec des matériaux rocheux et terreux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure